

Table des matières

1

Le divorce pour désunion irrémédiable : un an d'application 7

Didier PIRE,
chargé de cours adjoint à l'U.Lg., avocat

Introduction 8

SECTION 1

La cause unique de divorce : la désunion irrémédiable 9

A. *Principe et preuve* 9

B. *Jurisprudence* 11

SECTION 2

Procédure 14

A. *L'acte introductif d'instance* 14

1. Requête contradictoire ou citation ? 14

2. Mentions obligatoires 16

3. Débats succincts 17

4. Mesures provisoires – maintien de la citation à double détente 17

5. Date à prendre en considération pour l'introduction de la demande 19

6. Demandes connexes 20

B. *Pièces annexes* 22

1. Exigences de la loi 22

2. Dispense de fourniture des pièces 24

3. Sanction 26

C. Demandes ampliatives et reconventionnelles	27
D. Examens des différentes causes de désunion irrémédiable	28
1. Demande conjointe	28
2. Demande introduite par un seul époux	30
3. Demande introduite par un seul époux suivie de l'accord de l'autre conjoint	31
4. Prononcé immédiat	32
5. Modification de la cause de la demande	32
E. Homologation des accords intervenus	33
F. Preuves	36
1. Preuve de la séparation de fait	36
2. Preuve de la désunion par toutes voies de droit	37
G. Audience	37
1. Comparution des parties	37
2. Comparution personnelle des parties – Circonstances exceptionnelles	38
3. Conciliation – médiation	39
H. Incapacité d'un époux	40
I. Dépens	40
J. Voies de recours	42

SECTION 3

Mesures provisoires	43
A. Compétence dans le temps	43
B. Saisine du juge des référés	43
C. Homologation par le juge du fond	44
1. Principes	44
2. Distinction entre les mesures provisoires et effets du divorce	45
3. Caractère provisoire	45
4. Pérennité éventuelle	46
D. Secours entre époux – jurisprudence récente	47
1. Incidence de la faute	47
2. Partage égal des revenus	49

SECTION 4

La pension alimentaire après divorce	49
A. Compétence	50

B. Pension alimentaire conventionnelle	51
C. L'exception de faute grave : renversement de la charge de la preuve	52
D. Cas particulier de la violence conjugale	54
E. Montant de la pension alimentaire	56
F. Plafond du tiers des revenus	57
G. Refus pour état de besoin volontaire	57
H. Durée de la pension alimentaire	57
I. Prolongation pour circonstances exceptionnelles	58
J. Pension provisionnelle	60
K. Capitalisation	61
L. Causes de caducité de la pension	62
M. Délégation de sommes	62
N. Exécution provisoire d'office	63
O. Autres effets patrimoniaux	64

2

Le droit transitoire..... 65

Yves-Henri LELEU

professeur ordinaire à l'U.Lg., chargé de cours à l'U.L.B., avocat (Greenille – Bxl)

Introduction 66

SECTION 1

La condition de fond : la désunion irrémédiable	69
A. Désunion irrémédiable prouvée (art. 229, § 1 ^{er})	69
B. Désunion irrémédiable établie après séparation de fait (art. 229, §§ 2 et 3) .	70

SECTION 2

Les procédures	72
A. Les accords partiels	72
B. Les passerelles entre procédures	73
C. Les voies de recours	74
D. Les procédures pendantes	75
1. Une disposition transitoire critiquable et, partant, controversée	75
2. Maintien des anciennes causes de divorce	77
3. Maintien des anciennes conditions d'octroi des pensions alimentaires	82

SECTION 3

Les effets des anciens divorces	84
A. <i>Portée du maintien des conditions anciennes d'acquisition ou d'exclusion de la pension alimentaire</i>	85
B. <i>Portée de l'application immédiate de la limitation de durée de la pension alimentaire</i>	89
1. Principes	89
2. Ancienne pension alimentaire à durée illimitée	91
3. Ancienne pension alimentaire à durée limitée	92
C. <i>La révisabilité des conventions alimentaires entre époux préalables à d'anciens divorces par consentement mutuel</i>	93
D. <i>La déchéance des avantages patrimoniaux</i>	94

SECTION 4

La prise en compte de faits antérieurs dans l'application par le juge de règles nouvelles	95
--	----

3

**Liquidation-partage après divorce :
jurisprudence récente**

Marie DEMARET
assistante à l'U.Lg., avocate

SECTION 1

Dissolution du régime matrimonial	98
---	----

SECTION 2

Indivision post communautaire – Indemnité d'occupation	104
--	-----

SECTION 3

Comptes de récompenses	115
------------------------------	-----

SECTION 4

Attribution préférentielle	119
----------------------------------	-----

SECTION 5

Procédure de partage	123
----------------------------	-----

4

Obligation parentale d'entretien et obligations alimentaires de droit commun : jurisprudence récente 133

Sophie LOUIS
assistante à l'U.Lg., avocate

SECTION 1

Obligation d'entretien, de formation et d'éducation des enfants	134
A. <i>Contenu et montant</i>	134
1. Contenu matériel, éducatif et financier	134
2. Obligation	136
3. Contribution	137
4. Obligation d'entretien et conventions (préalables à divorce)	143
5. Calcul. Méthode « Renard »	148
6. Affectation des ressources personnelles de l'enfant	152
7. Frais extraordinaires	156
B. <i>Débiteurs</i>	160
1. Les parents. Effet de la filiation	160
2. Nouveau conjoint ou cohabitant du parent	162
C. <i>Durée</i>	163
1. Enfant mineur	163
2. Enfant majeur	164
3. Demande rétroactive	166
4. Remboursement des parts contributives indûment perçues	169
5. Incidence du comportement de l'enfant – Exception d'irrespect	169
D. <i>Compétence</i>	171

SECTION 2

Obligations alimentaires liées à la parenté ou l'alliance	172
A. <i>Objet et conditions</i>	172
1. Situation du créancier	172
a) <i>Charges et ressources</i>	172
b) <i>Comportement compatible avec le droit aux aliments</i>	174
c) <i>Recours des créanciers du créancier d'aliments</i>	175
2. Situation du débiteur	176
a) <i>Ressources et charges</i>	176

SECTION 3

Hiérarchie des créanciers et débiteurs alimentaires	177
A. <i>Absence de hiérarchie légale</i>	177
B. <i>Pluralité de débiteurs</i>	178
1. Présence d'un époux ou d'un ex-époux	178
2. Présence de parents	179
3. Pluralité de débiteurs solvables	180
4. Insolvabilité d'un débiteur. Recours contributoires	180
C. <i>Pluralité de créanciers</i>	181
1. Hiérarchie	181
2. Répartition entre créanciers de même rang	181